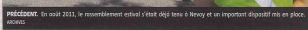


TERRITOIRE ■ Pas d'autre terrain que le leur pour le rassemblement estival des gens du voyage

L'État n'a finalement pas respecté la promesse faite en 2012 aux élus et parlementaires : il dit ne pas avoir trouvé de terrain pour cet été.

« Le gouvernement a décidé de sanctionner élus et administrés »
En 2011, ceux-ci avaient dû, déjà, se résoudre à revenir en août à Nevy, sur le vaste terrain appartenant à l'association évangélique, une situation qui avait suscité une levée de boucliers dans le Glennon. Les élus avaient obtenu, quelques mois plus tard, la promesse de Claude Guéant, alors ministre de l'Intérieur, que l'événement ne se reproduirait pas et que



l'État s'engageait à trouver un site, chaque été, aux gens du voyage.

Il leur le pasteur Joseph Chaperonier ne cachait pas sa déception : « Le gouvernement ne sait pas prendre ses responsabilités, j'ai fait ma demande de terrain le 15 janvier et mercredi encore, Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, m'a laissé entendre qu'une solution serait trouvée. Et vendredi soir, à 18 heures, on nous dit que nous devons retourner à Neuvy ? Je ne comprends pas. »

C'est également l'incompréhension qui domine chez les

« Je suis plus que tristement désolé et très, très déçu du comportement du gouvernement qui, visiblement, n'entend pas les élus locaux. Et j'en veux plus au gouvernement qu'aux services de la préfecture ou à Vie et lumière. Joseph Chaperon a toujours fait parti de sa volonté de ne pas revenir à Nevy. »

Avec Christian Boleau et Michel Beuwaert, soutenus par quelques parlementaires, nous avons fait ce que nous avons pu mais le gouvernement a décidé de sanctionner les élus et les administrés », déplore hier Patrick Chazotte.

Même déception chez le député Claude de Ganay : « Depuis janvier, l'État a laissé pourrir la situation. Depuis 26 ans, il n'avait toujours des rotations pour le grand rassemblement d'août, sachant que le Gironnais accueillait déjà celui du printemps. Et là, personne ne répond plus aux interrogations »

tes ainsi que les risques réels d'incompréhension auxquels ce pourrait se heurter si l'engagement pris n'était pas respecté. En dépit de mes nombreuses démarches, la décision rendue publique ce lundi a été prise. Je déplore pour ma part que l'engagement de l'Etat n'ait pas été respecté. »

Pourquoi l'Etat n'a-t-il pas tenu sa promesse? Sans doute parce que le terrain de Nevers appartient à l'association Vie et Lumière et qu'il est plus simple que le rassemblement s'y tienne. Surtout à l'approche d'échéances électorales d'importance... ■